



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA REGION CHAMPAGNE ARDENNE



UNION EUROPÉENNE



Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence,
de la consommation,
du travail et de l'emploi

Pôle 3E
Service SGAE

60 avenue Daniel Simonnot
51 038 Chalons en Champagne
Cedex

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE N° DIRECCTE51-FSE-2-2015

**Prestations d'appui à la gestion du volet déconcentré du Programme
Opérationnel National (PON) FSE Emploi-inclusion 2014-2020
via la mise à disposition de personnels pour des missions de gestion FSE
auprès du service FSE de la DIRECCTE Champagne-Ardenne**

Date et heure limite de dépôt des offres :

Jeudi 3 septembre 2015 à 16 heures



*Prestations de service réalisées dans
le cadre d'une opération sélectionnée
au titre du Programme Opérationnel
National FSE Emploi Inclusion 2014-
2020 cofinancé par le fonds social
européen*

Le présent CCAP comprend 10 pages

Version du 3 juillet 2015

Article 1 - Objet et caractéristiques du marché

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une prestation d'appui à la mise en œuvre du volet déconcentré Champagne-Ardenne du PON FSE Emploi et Inclusion 2014-2020 cofinancé par le Fonds social européen (FSE), via la mise à disposition de personnels auprès du service régional de gestion FSE de la DIRECCTE Champagne-Ardenne.

1.2 Etendue de la consultation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des **articles 28 et 30** du Code des marchés publics.

L'objet du présent marché correspond à la prestation de service n°75130000 de la nomenclature CPV. Cette catégorie de service relève de l'article 30 du code des marchés publics (par référence à l'annexe II B de la directive 2004/18/CE relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics) et peut donc, à ce titre, être soumise aux règles de la procédure adaptée.

1.3 Décomposition en tranches et/ou lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. L'allotissement n'est pas retenu pour des motifs techniques liés à la réalisation de la prestation.

1.4 Forme du marché

Le présent marché est un marché fractionné à bons de commande au sens de l'article 77-I du code des marchés publics comportant un minimum et un maximum sur la durée globale du marché.

Il s'exécute par bons de commande émis selon les besoins.

Seuls les bons de commande émis par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

1.5 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont : 75130000 - Services d'appui aux pouvoirs publics.

1.6 Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification.

Le marché peut être reconduit par période successive d'un an, sans que sa durée ne puisse excéder trois ans.

Le pouvoir adjudicateur doit, à chaque fois, se prononcer par écrit au moins deux mois avant la fin de la durée de validité du marché. Il est considéré avoir refusé la reconduction du marché si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

1.7 Mode de financement du marché

Le présent marché est financé par des crédits du Fonds social européen au titre de l'Objectif spécifique n°1 : « Piloter, coordonner, animer, évaluer le programme opérationnel national et appuyer sa mise en œuvre » de l'Axe 4 « Assistance technique » du Volet régional Champagne-Ardenne du « Programme opérationnel national du Fonds social européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole » de la période de programmation 2014-2020 des Fonds européens structurels et d'investissement.

Article 2 - Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché, par ordre de priorité décroissant, sont les documents suivants.

2.1 Pièces particulières

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (AF) dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- le mémoire technique du titulaire dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi.

2.2 Pièces générales

- le Code des marchés publics (CMP) ;
- le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 portant
- approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (JORF n°0066 du 19 mars 2009).

Est réputée non-écrite toute mention des documents établis par le titulaire, contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du CCAP, du CCTP ou du CCAG-FCS.

Article 3 – Modalités d'exécution des prestations

3.1 Moyens humains à mettre en œuvre par le titulaire

Le titulaire prendra toutes les dispositions pour mobiliser les moyens humains nécessaires à la réalisation de la prestation avec des profils conformes aux résultats attendus.

Il convient donc de présenter les CV des personnels mis à disposition, en phase de recrutement.

Les candidats s'engagent à mettre à disposition les moyens humains nécessaires au plus tard dans les 30 jours ouvrés suivant la date de notification de chaque bon de commande.

Les candidats s'engagent à désigner un unique intervenant pour assurer la fonction d'interlocuteur du pouvoir adjudicateur pour la conduite et le suivi du marché et des prestations.

Conformément à l'article 12 du présent CCAP, le marché pourra faire l'objet d'une résiliation à l'initiative du pouvoir adjudicateur si les moyens mobilisés ou si les résultats en cours de prestation ne sont pas de nature à apporter une réponse satisfaisante au regard de la réglementation et des normes communautaires et nationales en vigueur pour l'application des tâches confiées au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, sous réserve d'un préavis d'un mois, de changer tout ou partie des moyens humains mobilisés s'il s'avère que les conditions ne sont pas réunies pour mener à bien la prestation.

3.2 Moyens matériels

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre à disposition, en tant que de besoin, les bureaux et les équipements informatiques nécessaires à la réalisation de la prestation au sein du service régional FSE de la DIRECCTE Champagne-Ardenne. La Direccte fournira le véhicule de service lors des déplacements en visite sur place ou les besoins d'organisation des salles externes à la Direccte dans le cas d'organisation de séminaires, de formations, etc.

3.3 Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande

L'ensemble des prestations s'exécutent par émission de bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur en fonction de ses besoins conformément aux dispositions du présent CCAP.

Chaque bon de commande détermine, en application des stipulations du présent marché, la nature de la prestation, les quantités de personnels à mettre à disposition et la période d'exécution attendues par le pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande comporte notamment les renseignements suivants :

- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- le n° d'engagement juridique ;
- l'identification de la prestation à exécuter par le titulaire, par référence aux documents contractuels correspondants, avec la quantité et la nature des livrables et services attendus ;
- le prix unitaire HT pour le type de mise à disposition commandé, en référence au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ;
- les montants totaux maximum HT et TTC, le taux et le montant de la TVA ;
- la date de début des travaux et leur durée maximale d'exécution ;
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée maximum d'exécution des bons de commande est fixée dans chaque bon de commande : elle est limitée à 12 mois maximum au-delà de la fin de validité du marché sans pouvoir toutefois dépasser le 31/12/2018.

Article 4 – Contrôle de l'exécution et de la qualité des prestations

Pour le marché, le pouvoir adjudicateur désignera un responsable chargé de la liaison avec le titulaire. Ce responsable vérifiera le respect des clauses du présent marché ; il vérifiera la qualité et la quantité des prestations réalisées en particulier sur la base des documents requis pour le paiement (cf. article 9).

Le titulaire désignera également son responsable du suivi de l'exécution du marché.

Le titulaire devra adresser, avant fin janvier 2016, fin janvier 2017, et fin janvier 2018 un compte rendu d'exécution intermédiaire des prestations réalisées respectivement en 2015, 2016 et 2017. Cette pièce est requise pour le premier paiement qui suit chaque date limite.

Il adressera également un compte rendu d'exécution final, couvrant toutes les prestations exécutées au titre du marché de 2015 à 2018, ventilées par année civile, dans le mois suivant le terme de la période d'exécution des prestations du dernier bon de commande émis au titre du marché. Cette pièce est requise pour le paiement du solde du marché.

Article 5 – Prix du marché

5.1 Caractéristiques des prix

Les prix sont unitaires et fixés au Bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'Acte d'engagement (AE). Ils correspondent au prix de la mise à disposition d'un chargé de gestion « instruction-contrôle » et de la mise à disposition d'un(e) assistant(e) de gestion FSE.

Ces prix sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même prestation. Ils comprennent tous les frais, notamment de déplacement, nécessaires pour l'exécution et le suivi du marché, ainsi que toutes les charges fiscales ou parafiscales supportées par le titulaire.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de la prestation.

Les frais de mission sont pris en charge par la Direccte. Les frais de déplacement Domicile/travail par transport en commun doivent être compris dans le coût unitaire de la prestation.

5.2 Révision des prix

Les prix sont réputés fermes pour 3 ans à compter de la date de notification. Ils doivent comprendre une part possible d'évolution du salaire du personnel mis à disposition.

5.3 Avance

En application des articles 86 et suivants du code des marchés publics, une avance peut être versée à chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €HT.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant de chaque bon de commande d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant minimum. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant minimum.

Le titulaire peut renoncer expressément au versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Le délai global maximum de paiement de l'avance est fixé à 30 jours. Ce délai court à partir de la date de notification du présent marché. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable assignataire mentionné à l'article 6.3, ci-dessous.

5.4 Montant minimum et maximum

Le marché est conclu pour un montant minimum de 50 000 €HT et un montant maximum de 262 000 €HT sur la durée totale d'exécution du marché.

Article 6 – Modalités de facturation et de paiement

6.1 Modalités de facturation

La facturation a lieu après vérification du service fait, c'est-à-dire après réception et admission des livrables par le pouvoir adjudicateur, au terme de l'exécution des prestations de chaque bon de commande.

Le titulaire peut présenter une demande de paiement d'acompte au terme de l'exécution de chacun des bons de commandes. Si le délai maximal d'exécution fixé par un bon de commandes est supérieur à 6 mois, il peut demander le versement d'un acompte intermédiaire, lorsque 50% des prestations de ce bon de commande ont été exécutées.

Chaque facture est établie en un exemplaire original et doit comporter les mentions légales et les mentions particulières au marché :

- le numéro de l'engagement juridique (CHORUS) qui sera porté sur chaque bon de commande ;
- le numéro du service exécutant : FAC0000051 ;
- la désignation des parties contractantes ;
- l'objet du marché ;
- les coordonnées bancaires ou postales, conformes à celles mentionnées dans le marché (en cas de modification, joindre un nouveau RIB ou RIP) ;
- les natures et les volumes des prestations exécutées, ventilées suivant la typologie fixée au CCTP et au Bordereau des prix unitaires annexé à l'Acte d'engagement ;
- le montant €HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total €TTC des prestations ;
- la date et le numéro de la facture.

CCAP n° DIRECCTE51-FSE-2-2015 relatif à l'achat de prestations d'appui à la gestion du volet déconcentré Champagne-Ardenne du PON FSE 2014-2020 via la mise à disposition de personnels pour des missions de gestion FSE auprès du service FSE de la DIRECCTE Champagne-Ardenne

Le titulaire pourra dématérialiser ses factures (art. 25 de la loi n°2008-776 dite LME), en s'inscrivant sur le portail dédié <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>.

Ce portail permet de saisir directement la facture en ligne ou de la déposer au format .pdf, en indiquant :

- le numéro d'engagement juridique (numéro à 10 chiffres porté sur chaque bon de commande) ;
- le code service exécutant : FAC0000051.

Dans le cas où le titulaire n'est pas encore en capacité de dématérialiser ses factures via le portail « Chorus Factures », les factures devront être transmises à l'adresse de facturation suivante :

CNTFE
SERVICE EXECUTANT FAC0000051
CS 80168
53102 MAYENNE CEDEX

S'agissant d'une prestation de services réalisée dans le cadre d'une opération sélectionnée au titre d'un programme opérationnel cofinancé par le Fonds social européen, une copie des factures sera également **obligatoirement** à envoyer à :

DIRECCTE Champagne-Ardenne
Service de gestion et affaires européennes – FSE
60 avenue Daniel Simonnot
CS 10452
51 038 Chalons-en-Champagne cedex

Cet envoi est obligatoirement accompagné des pièces justificatives des produits et services rendus suivantes :

- le décompte mensuel du temps passé sur l'opération, signés du salarié mis à disposition et du titulaire (une extraction de système de pointage Horoquartz implanté à la Direccte permet ce type de suivi, il convient d'y ajouter les logos de publicité FSE).

Le responsable du suivi de l'exécution du marché au sein du pouvoir adjudicateur s'assure à partir de ces éléments que le service est fait ; il vérifie notamment que les quantités réalisées facturées sont cohérentes avec les pièces justificatives produites (fiche-temps, etc.) et ne dépassent pas les valeurs du bon de commande correspondant ; il s'assure que les livrables listés ont bien été produits.

Le titulaire devra fournir une convention annuelle de mise à disposition (suivie d'avenant en cas de reconduction), précisant :

- les nom et prénom du salarié(e) mis à disposition,
- la quotité de temps de travail sur l'opération,
- le nom de l'opération,
- la durée de l'opération,
- le taux de cofinancement du FSE (100%),
- et disposer des logos de publicité du fonds social européen, comme suit :



Cette mise à disposition de personnels est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du PON « Emploi et Inclusion en Métropole » 2014-2020.

6.2 Modalités de paiement

L'Administration se libérera du montant dû au titulaire en application du présent marché par virement au compte dont le relevé d'identité bancaire est joint à l'acte d'engagement.

L'administration procédera au paiement, après vérification de la prestation correspondante, conformément aux prix unitaires fixés au Bordereau des prix unitaires annexé à l'Acte d'engagement et selon la prestation effectivement réalisée.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.3 Renseignements comptables et budgétaires

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Champagne-Ardenne.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances publiques de la région Champagne-Ardenne, Directeur départemental des Finances publiques du département de la Marne.

La dépense est imputable sur les crédits de la Mission Travail et Emploi, programme 155.

Imputation budgétaire de la dépense

- programme : 0155
- centre de coûts : DCTSDR0051
- centre financier : 0155-CFSE-D051
- domaine fonctionnel : 0155-07-07

Article 7 – Secret professionnel, propriété et communication des résultats

Tous les collaborateurs du titulaire seront tenus conventionnellement au secret professionnel sur toutes les informations auxquelles ils auraient accès dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par l'ensemble de son personnel.

Les résultats sont la propriété du pouvoir adjudicateur. Celui-ci peut librement utiliser et publier les résultats même partiels de la prestation. En cas de publication, celui-ci mentionnera le nom du titulaire (y inclus ses éventuels cotraitants).

Le titulaire s'interdit toute publication relative à sa mission sans l'accord écrit du pouvoir adjudicateur. Il s'engage en outre à garder secret tout document, formule, méthode dont il aurait eu connaissance à cette occasion.

Les outils administratifs ou informatisés conçus par le titulaire dans le cadre de la prestation restent la propriété du titulaire.

Il accorde cependant une licence d'utilisation permanente au pouvoir adjudicateur sans redevance d'usage. Le pouvoir adjudicateur s'interdit toute diffusion de ces outils, même au sein d'autres services de l'Administration, sans accord écrit du titulaire.

Article 8 – Obligations du titulaire

8.1 Obligation de résultat

Le titulaire a une obligation de résultat qui doit conduire le pouvoir adjudicateur à mettre en œuvre les crédits du FSE à bon escient tant en terme de programmation et de réalisation que de respect des procédures de gestion et de contrôle des dossiers, et de la réglementation nationale et communautaire applicable en général.

Le titulaire se conforme pour ce faire aux instructions, outils administratifs et consignes qui lui seront communiqués par le pouvoir adjudicateur pour la réalisation des prestations d'appui. Il pourra le cas échéant et sur demande du pouvoir adjudicateur, apporter son expertise dans l'interprétation et la mise en œuvre de dispositions communautaires ou nationales.

8.2 Obligation de discrétion et prévention du conflit d'intérêt

Le personnel du titulaire, mis à disposition, est soumis à l'obligation de discrétion concernant les faits et informations dont il pourrait avoir la connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations.

Il sera, par ailleurs, amené à signer une attestation sur l'honneur, en prévention du conflit d'intérêt (en annexe du CCTP).

8.3 Obligations liées à la participation du Fonds social européen

Le marché est financé par des crédits du Fonds social européen au titre du Programme opérationnel national Emploi et Inclusion du FSE, sur l'Axe n°4 : Assistance technique (cf. article 1.7 ci-dessus).

Ce financement confère au pouvoir adjudicateur, bénéficiaire de l'aide du FSE, au sens de la réglementation communautaire, des obligations particulières. Par le présent marché, le pouvoir adjudicateur impose au titulaire certaines dispositions de nature à lui permettre de respecter certaines de ses obligations liées à son statut de bénéficiaire :

- le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures suivant la présentation d'un courrier avec avis de réception, les pièces et données prévues au marché et relatives à l'exécution des prestations et des dispositions du marché ; il peut s'agir en particulier des justificatifs de réalisation à produire en appui des demandes de paiement des bons de commande (cf. article 6.1) : fiche-temps ;
- en cas de force majeure, le titulaire communiquera au pouvoir adjudicateur dans le délai prescrit ci-dessus, la date à laquelle les données et pièces demandées pourront être fournies, sans que ce nouveau délai ne dépasse 7 jours ouvrés ;
- le titulaire fera mention ou s'assurera de la mention de la participation financière du FSE sur tous les livrables de suivi réalisés dans le cadre du marché et sur les supports utilisés (feuilles d'émargement, fiches de présence, etc.).

8.4 Assurances

Le titulaire déclare avoir souscrit toutes les assurances nécessaires pour garantir les dommages corporels et matériels que son personnel, ainsi que toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, pourrait causer au cours de la réalisation du présent marché.

A la demande de la personne publique, le titulaire sera tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il sera tenu de dédommager la personne publique ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Article 9 – Garanties des droits de la personne publique

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits d'auteur et/ou d'usage ou de distribution exclusifs à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation des résultats. En cas de trouble dans l'exercice des droits visés, le titulaire doit, dès mise en demeure, prendre toutes les mesures dépendant de lui pour faire cesser le trouble.

Il s'engage également, à cette fin, à permettre l'accès permanent aux éléments qui ne sont pas livrés au titre du marché mais nécessaires à l'exercice effectif des droits de la personne publique ; à la demande de la personne publique, le titulaire s'engage à autoriser la duplication et l'utilisation de ces éléments.

Le titulaire est responsable de tous les matériaux fournis pour la réalisation de la prestation. Il en assure la responsabilité pendant toute la durée du marché.

La reproduction ou l'utilisation par le titulaire, à d'autres fins que l'exécution du présent marché de l'ensemble des matériaux est interdite sans autorisation écrite de la personne publique.

La personne publique ne pourra en aucune manière être tenue responsable des engagements pris par le titulaire à l'égard des tiers au contrat.

Article 10 - Pénalités

10.1 Pénalités de retard

En cas de non-respect des délais prévus fixés par les bons de commande pour l'exécution des prestations (cf. § 3 de l'Article 3), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités pour retard calculées selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 500$$

avec :

P : montant des pénalités

$$P = (V \times R) / 500$$

V : valeur de la prestation en retard en euros T.T.C.

R : nombre de jours de retard, calculé à compter du lendemain de la date fixée par le bon de commande pour l'exécution des prestations commandées et la remise des livrables attendus.

10.2 Pénalité pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité dont le montant est plafonné à 10% du montant du marché ou au montant des amendes encourues en application de articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

Article 11 – Remplacement d'une ou des personnes mises à disposition

11.1 Modalités

S'agissant d'une mise à disposition de personnels, la DIRECCTE est considérée comme entreprise utilisatrice au sens de la réglementation du travail. Le prestataire devra veiller à ce que la prestation ne soit pas rompue pendant une durée supérieure à 1 mois (hors congés payés) ; il devra proposer en tant que de besoin une solution de remplacement à la DIRECCTE au plus tard 1 mois à compter de la rupture de la prestation. La DIRECCTE se réserve le droit d'accepter ou non la solution de remplacement.

En cas de non remplacement dans les délais, donc d'inexécution de la prestation, l'administration se réserve la possibilité d'appliquer l'article 36 du CCAG-FCS.

11.2 Respect des dispositions du Code du travail

En apposant sa signature à l'acte d'engagement, le titulaire ou son représentant habilité, reconnaît, sous peine de résiliation de plein droit dudit présent marché, que l'ensemble des prestations qu'il réalise ou qu'il sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail relatives notamment :

- au travail illégal ;
- à l'hygiène et à la sécurité ;
- à l'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

Article 12 – Résiliation du marché

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables. Comme le prévoit l'article 36 du CCAG-FCS, la DIRECCTE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation pour faute.

En complément de l'article 32.1 du CCAG-FCS, et sachant qu'il existe un dispositif d'alerte prévu à l'article L 8222-6 du code du travail par lequel le pouvoir adjudicateur doit enjoindre le titulaire de régulariser sa situation en cas de signalement de manquement par un agent de contrôle, si après mise en demeure par le pouvoir adjudicateur le titulaire ne donne pas suite, le pouvoir adjudicateur peut, soit appliquer la pénalité prévue à l'article 10.2 du présent CCAP, soit prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 13 – Force majeure

Les cas de force majeure suspendent l'exécution du marché. Les cas de force majeure s'entendent comme les événements qui rendent impossible l'exécution de la prestation. Ils doivent être irrésistibles, imprévisibles et extérieurs.

Si l'une des parties n'est pas en mesure d'exécuter ses obligations du fait d'un cas de force majeure, l'autre partie doit être informée de ce fait sans délai.

Les parties sont, pendant la durée du cas de force majeure et pour une durée maximale de dix jours ouvrés, suspendues de leurs obligations contractuelles respectives sans que le présent marché ne soit résilié.

Dans l'hypothèse où l'événement constituant le cas de force majeure prolonge ses effets au-delà de cette période de dix jours ouvrés, les parties se rencontrent pour convenir des dispositions à prendre. Si aucun accord ne peut intervenir dans un délai de quinze jours à compter de l'événement constitutif d'un cas de force majeure, le présent marché peut être résilié de plein droit sans qu'aucune des parties ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 14 – Sous-traitance

La sous-traitance ne peut être exécutée que conformément aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée.

Il est rappelé que le titulaire demeure le seul interlocuteur de la DIRECCTE et assume, tant vis à vis de lui que des tiers, l'entière responsabilité des prestations objet du présent marché

Article 15 - Litiges

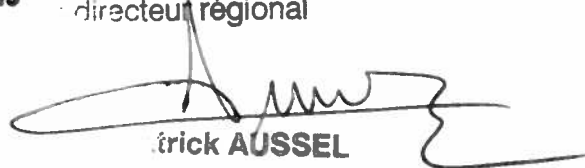
En cas de litige, le Tribunal administratif compétent sera le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Article 16 – Dérogations au CCAG-FCS

L'article 10.1 du présent CCAP déroge expressément à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Signature du pouvoir adjudicateur :

Date : - 7 JUIL. 2015 directeur régional


Erick AUSSEL